

L'Institut urbain du Canada (IUC) a une large gamme de programmes dans les Caraïbes et en Amérique latine. À Cuba, il a élaboré un projet avec la ville de La Havane pour revitaliser un grand parc métropolitain. Ce programme environnemental fait participer la société civile avec les gouvernements locaux dans la planification et la mise en oeuvre. Un autre projet se déroule au Pérou : il vise à rehausser la capacité de gestion des administrations municipales en matière de développement durable. Enfin, l'IUC, associé avec la maison KPMG (Klynveld Peat Marwick Goerdeler) Canada gère un projet avec le ministère jamaïcain des administrations locales au sujet de la gestion publique intégrée dans le renforcement des capacités et la planification stratégique de l'utilisation des terres.

Après le Sommet Planète Terre des Nations Unies, en 1992, et en liaison avec l'Agenda de Habitat, des Nations Unies, le Conseil international pour les initiatives écologiques communales (ICLEI) a lancé un programme intitulé Agenda local 21. Ce programme avait pour but de concevoir, de consigner et d'évaluer conjointement la planification stratégique locale qui s'applique à divers contextes municipaux et de développement.

Au Brésil, l'ICLEI, avec d'autres partenaires, a appliqué ces lignes directrices pour intégrer tous les intervenants, y compris les éboueurs de la ville de Santos, dans l'élaboration d'un programme de recyclage des déchets. Un programme de budgétisation participatif a été conçu par l'ICLEI avec des partenaires locaux pour la ville de Porto Alegre. Son but est de faire la promotion de la démocratisation et de la transparence dans les structures et procédures du gouvernement local, en partie en établissant des liens étroits et des engagements vigoureux entre le gouvernement local et la collectivité locale. Un projet communautaire de reforestation a été élaboré pour Rio de Janeiro dans le but de limiter l'érosion, les glissements de terrain et les risques d'inondation.

À Santiago, au Chili, l'ICLEI et des partenaires des secteurs public et privé participent à une approche multisectorielle et à multiples intervenants d'un projet de transfert de technologie financé par l'ACDI. Une série de projets pilotes a été conçue pour promouvoir l'adoption de pratiques écologiques saines pour améliorer les conditions sanitaires et environnementales des logements des foyers à faible revenu, pour concevoir et mettre en oeuvre la première étape d'un processus municipal d'évaluation de l'environnement, pour s'attaquer à la grave pollution atmosphérique à Santiago, y compris le transfert de technologies canadiennes pour des systèmes de carburants de rechange à des sociétés chiliennes, et pour formuler des stratégies de gestion de la demande de transport par l'intermédiaire de la conception de la planification de l'utilisation des terres et des quartiers. À Quito, en Équateur, l'ICLEI, en collaboration avec des partenaires multisectoriels locaux, a engagé un programme pour démontrer l'efficacité des consultations communautaires et de la planification conjointe en vue de promouvoir la récupération de la plus pauvre de la ville.

En 1999, l'ICLEI, en partenariat avec le Centre des Nations Unies pour le développement régional et l'appui de l'ACDI et de la Banque mondiale, a entrepris le projet des cas novateurs de protection de l'air et du climat, et de gestion des transports, de l'utilisation des terres et de l'énergie en Amérique latine. Le projet a examiné les pratiques exemplaires dans le cadre de la campagne Global Cities for Climate Protection (cités du monde pour la protection du climat).